

publié l'autre jour dans lequel il est question au moins à six reprises de l'accroissement des échanges de renseignements scientifiques et technologiques. Le ministre est-il convaincu qu'un accroissement de ce genre ne nuira pas à notre participation à l'arrangement en matière de défense avec les États-Unis?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur, je suis convaincu que rien n'a été altéré.

M. Forrestall: Je suis bien aise de l'affirmation du ministre. Peut-il aussi nous en fournir une autre au sujet des échanges de renseignements scientifiques et techniques avec les États-Unis qui se rattachent particulièrement à la planification militaire et stratégique?

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, il est assez difficile d'en faire l'évaluation exacte, même si le niveau actuel des échanges est très élevé.

* * *

L'AGRICULTURE

L'INTÉRÊT SUR LES PRÊTS POUR L'EXPANSION DES FOIRES

M. Len Marchand (Kamloops-Cariboo): Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre quel taux d'intérêt s'appliquera aux prêts consentis dans le cadre du programme de 10 millions de dollars en vue de l'expansion des édifices d'exposition agricole à usages multiples; sinon, quand en fera-t-il l'annonce?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne puis donner de chiffre précis car il changera de temps à autre selon l'intérêt que le gouvernement paiera sur les emprunts à moyen terme, mais je puis assurer au député que ce taux sera très favorable comparativement à l'argent qui pourrait être disponible pour une période de 30 ans.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE CAS DE LA BASE AÉRIENNE DE VERNON

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale peut-il nous dire quand la base aérienne de Vernon sera déclarée excédentaire et mise en vente, si telle est l'intention du gouvernement, et quand son ministère se propose d'annoncer la vente de cette base?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, le député veut parler, je suppose, de la base militaire de Vernon et de l'emplacement du camp de cadets. Nous n'avons pas l'intention actuellement de supprimer graduellement ce camp de cadets dans l'Ouest du Canada. Nous comptons la maintenir en activité pendant quelques années. Des dispositions sont prises en ce moment avec les autorités de l'enseignement en Colombie-Britannique pour mettre une partie des installations à la disposition d'une école d'arts et métiers lorsqu'elles ne servent pas au camp de cadets, mais nous n'avons pas l'intention de déclarer cette base excédentaire ou de la mettre en vente.

[M. Forrestall.]

L'AGRICULTURE

LA POLITIQUE D'EXPANSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE

M. H. A. Moore (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, compte tenu du coût moins élevé des céréales de provenance, il est maintenant évident que la production laitière est inférieure à la demande au pays. Le gouvernement songe-t-il à remplacer, par une politique d'expansion de cette industrie, la politique trop restrictive actuellement en vigueur?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, la question est très vaste. Afin de permettre au député de renseigner ses commettants, je lui signalerais que, trois fois cette année, nous avons pris des mesures pour augmenter le revenu des producteurs laitiers.

* * *

LES NATIONS UNIES

LE CANADA ET L'EXPULSION DE TAIWAN

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous dirait-il si le Canada se propose maintenant de prendre quelque initiative aux Nations unies afin d'obtenir que la population de Taiwan y soit représentée? La raison de ma question est que, sauf erreur, l'universalité de la participation constitue un principe fondamental de l'Organisation des Nations unies.

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Autant que je sache, monsieur l'Orateur, il n'y a eu ni demande ni étude quant à la représentation de la population de Taiwan. Le gouvernement de cette île prétend représenter l'ensemble de la Chine.

* * *

● (2.50 p.m.)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES VISITES DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS—LA PROTECTION DES MANIFESTANTS PACIFIQUES

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Hier, j'ai posé au premier ministre une question ayant trait à la sécurité des visiteurs étrangers tels le premier ministre Kossyguine. Il a dit qu'il transmettrait la question au solliciteur général. Celui-ci pourrait-il nous faire un rapport, maintenant ou plus tard, sur les actes de brutalité qui auraient été commis à Toronto, et nous dire aussi si le gouvernement fédéral a l'intention de partager les frais de sécurité lors de la visite d'étrangers dans les villes comme Vancouver, Edmonton, Toronto et Montréal?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Quant à la première partie de la question, monsieur le président, il est certain que ce sujet relève de la compétence du procureur général de l'Ontario, et si l'honorable député le désire, je pourrai informer la Chambre des résultats de cette enquête lorsque le procureur général voudra bien me faire parvenir le rapport.